

## L'anthropologue et l'engagement

### De la politique à la pratique

Pierre-Philippe REY

La tradition hégémonique depuis un siècle dans l'anthropologie française est spéculative et peu encline à l'engagement politique marqué : de Mauss (engagement politique modéré et aucun travail de terrain) à Lévi-Strauss (refus catégorique de tout engagement — l'anthropologue doit prendre « le point de vue de Sirius » déclarait-il à l'*Express* il y a plus de trente ans — et travail de terrain assez limité), ceci semble une constante. En y regardant à deux fois on peut cependant se demander si ces arbres ne cachent pas la forêt : les « grands hommes » de notre discipline n'occuperaient la place qu'ils occupent que parce que cette discipline est en réalité le lieu d'affrontements d'une virulence sans égale entre les tenants également passionnés d'engagements rigoureusement opposés. Car aucune discipline n'est aussi étroitement liée dans son développement à l'un des processus historiques majeurs des cent dernières années : celui de la colonisation, puis de la décolonisation. Dès lors l'absence ou la quasi-absence de tout contact avec les peuples concernés par son discours serait la condition de cette « objectivité » après laquelle l'anthropologie, comme toutes les autres sciences humaines, court depuis l'époque positiviste. Position presque intenable, bien sûr : car pour que le grand anthropologue puisse élaborer ses spéculations, il faut que d'autres aient recueilli les matériaux de terrain sur lesquels il s'appuie ; ces autres seront donc, eux, menacés par « l'engagement » et l'absence « d'objectivité » qui l'accompagne ; d'où ce fait bien connu : à part Lévi-Strauss lui-

même, multiplié par ses incomparables échos médiatiques, il n'y a pas à proprement parler de structuralistes.

On se propose ici — c'est la convention — de parler des vingt dernières années (1970-1990). Années relativement mornes, par rapport aux trente années précédentes ponctuées par trois crises majeures — la période de la collaboration avec les Nazis et de la Résistance aux Nazis et à la collaboration ; la période de la guerre d'Algérie et de la lutte pour la libération de l'Algérie ; la période de 1968 — qui ont profondément marqué les anthropologues et dont nous tenterons d'élucider les imbrications. Années mornes surtout parce que la silencieuse et interminable maturation de la crise qui constitue leur seule vie propre ne commence à livrer son sens que dans le tumulte en lequel cette crise explose à l'instant où j'écris.

Remontons encore un peu dans le passé. L'anthropologie française est née des « sociétés savantes », mais aussi contre elles. La plus ancienne et la plus glorieuse d'entre elles est née en 1822, « année où Champollion présente le déchiffrement des hiéroglyphes » (Gaillard G., 1990) : c'est la « Société asiatique » d'où est issu « l'orientalisme », discipline distincte en France de l'anthropologie et entretenant vis-à-vis d'elle une animosité tenace et réciproque. C'est dans le *Journal Asiatique*, organe trimestriel de cette société, que seront entre autres traduits dans les années 1840-1880 la plupart des textes arabes anciens relatifs à l'histoire du Maghreb. Paradoxe éclatant pour qui connaît deux mots d'arabe : l'étude du Maghreb relève en France de l'orientalisme ! C'est par la langue, même lorsqu'il s'agit apparemment d'histoire ou d'anthropologie, que l'orientalisme propose de comprendre les civilisations dont il fait sa chasse gardée. En contrepartie, historiens et anthropologues de l'Afrique se dispensent de toute traduction, voire de toute utilisation des textes arabes dont ils disposent, quand bien même ceux-ci seraient indispensables à l'étude des sociétés dont ils parlent : c'est ainsi que se dessèchent à Paris (« fond Gironcourt » par exemple) ou au Niger des milliers de documents inexploités depuis un siècle (ou exploités seulement épisodiquement, par les anthropologues anglo-saxons arabisants de passage). Hors l'Afrique, la seule tentative de créer un grand laboratoire d'anthropologie en Asie, dépassant le clivage entre orientalisme et anthropologie, celle de G. Condominas avec le Centre d'études et de recherches sur l'Asie du Sud-Est et le Monde insulindien (CEDRASEMI), a été mise à mort au bout de quelques années et ses outils de travail (dont une irremplaçable bibliothèque) dispersés ; sans doute s'agissait-il d'ailleurs de faire payer *a posteriori* à son fondateur ses prises de positions en faveur de la lutte du peuple algérien.

L'Asie et le Monde arabe (Maghreb compris) ainsi mis hors jeu, c'est sur les trois dernières sociétés savantes que s'appuie la croissance de l'anthropologie : la Société des américanistes, créée en 1895 (mais préparée depuis 1875), la Société des africanistes, constituée définitivement en 1931 (mais héritière du Comité de l'Afrique Occidentale française, créé en 1890 et de son successeur, le Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique Occidentale française, créé en 1915) et la Société des Océanistes, créée en 1944 (voir l'historique de ces différentes sociétés in G. Gaillard, *op. cit.*, pp. 41-45). En fait, malgré quelques grands noms comme J. Guiart et M. Godelier, dont la réputation est plus fondée sur son œuvre théorique que sur ses recherches d'océaniste, l'océanisme français n'a pas acquis de réelle autonomie. Il se retrouve lié à l'américanisme, face à l'africanisme, du fait que l'africanisme se développe en liaison avec la colonisation française, puis contre elle à partir des travaux de G. Balandier, tandis que océanisme et américanisme se construisent totalement « à l'étranger » (Nouvelle-Calédonie mise à part) et sont donc beaucoup moins directement impliqués dans l'histoire de la colonisation et de la décolonisation. Finalement, on peut dire que l'anthropologie française se construit à partir de deux écoles opposées, une école africaniste marquée par l'engagement (anthropologie coloniale puis anthropologie de la décolonisation) et une école américaniste dont l'engagement n'est pas directement sollicité par son terrain, même s'il s'exprime avec force sur d'autres terrains : ainsi Jacques Soustelle, une des figures de proue de l'américanisme, jouera un rôle essentiel comme homme politique dans la résistance au nazisme, puis dans la lutte contre le nationalisme algérien, tandis que Georges Condominas, figure principale de l'asiatisme français et Simone Dreyfus, une des principales américanistes, signeront le 6 septembre 1960 la « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie » plus connue sous le nom de « Manifeste des 121 », aux côtés des Africanistes Michel Leiris, Robert Jaulin, Théodore Monod et Jean Pouillon et de l'ethno-préhistorienne Hélène Balfet, assistante de Leroi-Gourhan.

Cette polarisation entre américanisme et africanisme se traduit le plus simplement par l'opposition entre les deux grandes figures de l'anthropologie française actuelle : C. Lévi-Strauss et G. Balandier.

Parce que l'américanisme a peu à voir, pour les raisons exposées, avec la question de l'engagement de l'anthropologue sur son propre terrain (mises à part les œuvres de la période américaniste de R. Jaulin autour de l'ethnocide), nous n'en traiterons que succinctement.

L'américanisme français a été longtemps dominé par quatre figures de chercheurs nés au début de ce siècle : A. Metraux (mort en 1963), J. Soustelle (mort en 1990), C. Lévi-Strauss et G. Stresser-Pean. Le dernier, dont toute la vie a été consacrée à la création (en 1965) puis à l'animation de la Mission scientifique française au Mexique et en Amérique centrale, a eu un poids considérable dans le développement de l'anthropologie et de l'archéologie américanistes sans avoir laissé d'œuvre écrite aussi importante. A. Metraux, fondateur avec P. Rivet et G.H. Rivière de la collection *L'espèce humaine* chez Gallimard (dirigée à partir de 1950 par M. Leiris), est connu autant par sa participation au mouvement surréaliste que par ses travaux anthropologiques sur l'île de Pâques, sur le vaudou haïtien, sur les Incas ou sur Religions et magies indiennes (posthume, présenté par Simone Dreyfus). J. Soustelle, après un travail classique sur les Otomi du Mexique Central, et des participations érudites à plusieurs encyclopédies, notamment dans le domaine de l'histoire des religions, s'est consacré pendant de nombreuses années à la vie politique, puis a republié notamment un livre de synthèse scientifique et personnelle (1967) et un irremplaçable *Que sais-je ?* sur les Aztèques. Quant à C. Lévi-Strauss, son œuvre est trop connue pour que nous nous y référiions longuement ici. Rappelons simplement qu'après *Les structures élémentaires de la parenté*, qui ne sont pas un ouvrage américaniste (1<sup>re</sup> édition : 1947), il publie en 1955 *Tristes Tropiques*, sa seule œuvre consacrée exclusivement à l'Amérique et qu'il fonde en 1961 avec P. Gourou et E. Benveniste la revue *L'Homme*.

Par la suite, les travaux d'américanistes les plus connus sont ceux de Simone Dreyfus-Gamelon, Robert Jaulin sur l'ethnocide (1970), Pierre Clastres (mort en 1977) sur les Indiens Guayaki du Paraguay (1972), Michel Perrin sur la Guahira colombienne, Nathan Wachtel sur la conquête espagnole au Pérou, Marie-Noëlle Chamoux, Christian Deverre, Jesus Garcia-Ruiz sur les Maya et sur la pénétration des sectes religieuses protestantes, Philippe Descola... Les travaux plus théoriques d'Alain Testart qui portent sur toutes les aires géographiques peuvent également être rattachés à cet ensemble.

### 1. Radicalisation politique et radicalisation théorique avant 1974

La guerre d'Algérie a transformé l'ensemble du paysage intellectuel français : lorsque en 1957 le syndicat étudiant, l'UNEF, rompt

avec son homologue algérien, l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens), il se voit condamné par toutes les associations d'étudiants d'Outre-Mer et en particulier par la FEANF (Fédération des étudiants d'Afrique noire). Trois ans plus tard, après une longue bataille interne, c'est en renouant avec l'UGEMA sur une base clairement anticolonialiste (le 6 juin 1960 à Lausanne) que l'UNEF retrouvera l'amitié de l'ensemble des étudiants du Tiers monde. Cette génération d'étudiants du début des années soixante est devenue en 1968 une génération de jeunes chercheurs et enseignants du Supérieur qui vont faire immédiatement écho au soulèvement étudiant. C'est parmi eux que G. Balandier rencontre une audience rapidement croissante. En effet le milieu africaniste a été plus profondément marqué que tous les autres milieux intellectuels par la lutte contre la guerre d'Algérie. G. Balandier, lui, a tiré de son expérience de citoyen dans la Résistance et de l'héritage intellectuel de G. Gurvitch (voir Gurvitch G., 1962 ; Rey Ph., 1986) l'idée de la « reprise d'initiative » des opprimés qu'il applique à la « société coloniale » (Balandier G., 1955). Au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le rôle des anthropologues dans le déclenchement du mouvement de mai 1968 est éclatant : c'est le Comité d'action d'anthropologie qui convoque le 15 mai 1968 un Comité national de grève pour l'ensemble de l'organisme. Fait plus frappant encore : la première assemblée générale des anthropologues du CNRS, le 18 mai, est présidée par trois personnes : deux anciens signataires du « Manifeste des 121 », Hélène Balfet et Michel Leiris, plus Jean Rouch qui avait signé en 1960 un manifeste moins engagé mais néanmoins hostile à la guerre d'Algérie.

Le milieu des jeunes intellectuels, radicalisés une première fois par la lutte contre la guerre d'Algérie, puis une deuxième fois, et plus massivement encore, par mai 1968 soi-même, s'exprime au cours des années qui suivent mai 1968 dans un syndicalisme d'enseignants du Supérieur et de chercheurs scientifiques radicalisé de ce fait pour plusieurs années : la sage « Fédération de l'Éducation nationale » voit ainsi ses sections du Supérieur et de la Recherche passer sous le contrôle des « gauchistes » ; plus tard une partie de ces « gauchistes » rejoindront la CFDT (Confédération française démocratique du travail, issue de la déconfectionnalisation de syndicats chrétiens, marqués eux aussi par leur engagement dans la lutte contre la guerre d'Algérie). A l'Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) qui regroupe la plus grande partie des chercheurs spécialistes du Tiers monde, et particulièrement les africanistes, les Comités d'Action de mai 1968, suivis par la majorité du personnel, décident dès juin 1968 de réanimer le syndicat CFDT de la maison ; pendant plusieurs années

plus de la moitié des chercheurs et techniciens de l'Office resteront syndiqués dans cette section et le groupe initiateur restera hégémonique jusqu'en 1981, au point que le seul interlocuteur possible d'un gouvernement de gauche sera ce groupe, qui prendra dès lors en mains officiellement les destinées de l'Office. Dans ce groupe les anthropologues (à l'ORSTOM ils se partagent entre la section d'ethnologie et celle de sociologie), presque tous africanistes, jouent un rôle déterminant.

Cette radicalisation politique va de pair avec une radicalisation théorique : à l'intersection du groupe engagé dans le soutien à la Révolution algérienne et du groupe des élèves de G. Balandier va se construire l'Anthropologie économique marxiste, plus connue en pays anglosaxon sous le nom d'École française d'anthropologie économique. Au CNRS une grande équipe africaniste a été fondée en 1962 à l'initiative de J. Rouch et G. Dieterlen, héritiers intellectuels de M. Griaule. Elle donne une impulsion importante aux recherches africanistes et c'est à partir de là, puis du laboratoire créé à l'École des hautes études par G. Balandier, P. Mercier et G. Sautter, puis de l'ORSTOM, et enfin, après 1968, de l'Université de Paris VIII-Vincennes, que se constitue l'anthropologie marxiste, qui radicalisera l'« Anthropologie dynamique et critique » de Georges Balandier.

Une fois les indépendances acquises, en Afrique noire, puis en Algérie, de nouveaux problèmes commencent à se poser. Le colonialisme s'est transformé en néocolonialisme et il s'appuie souvent sur des forces internes à la société qui préexistaient à la colonisation elle-même. On passe donc sur le plan intellectuel de l'influence de J.P. Sartre à celle de L. Althusser : Sartre parlait de la transparence perdue, que retrouvait le colonisé dans la guerre de libération : « Il se connaît dans la mesure même où il se fait ». Althusser, lui, parle surtout de reproduction. On fait retour vers l'opacité : celle du capitalisme, certes, et de ses nouveaux représentants issus de la société colonisée ; mais aussi celle des rapports de classe précoloniaux, qui ont survécu à la colonisation. Il faut explorer cet équilibre nouveau, constitutif du néocolonialisme.

C. Meillassoux aborde le premier, l'année même des indépendances en Afrique Occidentale (Meillassoux, 1960), la question des rapports de domination entre aînés et cadets dans les sociétés lignagères. Simultanément il a mis en œuvre cette conception dans l'analyse d'une société particulière, les Gouro de Côte-d'Ivoire (Meillassoux, 1964). En 1969 E. Terray propose une lecture althusserienne de ces travaux de C. Meillassoux (Terray, 1969) à laquelle l'intéressé se rallie ; il propose en même temps une lecture althusserienne de L. Morgan, l'inspirateur de F. Engels. En 1971 j'ai personnellement mis l'accent sur

l'équilibre des forces constitué dans le néocolonialisme entre sociétés lignagères et capitalisme au Congo (Rey, 1971) ; l'objectif principal du colonialisme est l'installation du capitalisme par la création simultanée d'un marché du travail et d'un marché des produits vivriers ; le système lignager lui-même, notamment à travers la monétarisation de la dot, est mis au service de cet objectif. Ceci est élargi en une interprétation appuyée sur Marx, Lénine, R. Luxembourg, les austromarxistes... du processus d'ensemble d'installation du capitalisme dans les sociétés dominées antérieurement par d'autres modes de production (Rey, 1969 ; 1973 ; traduction anglaise, 1982) : ainsi naît la théorie de l'articulation des modes de production.

Ces travaux sont en général considérés, avec ceux de M. Godelier (1966), comme les travaux fondateurs de l'École française d'anthropologie économique. D'autres étapes significatives de l'histoire de l'école sont les études publiées à la fin de cette période par J. Copans (1975) et J.-P. Olivier de Sardan (1976), l'une sur anthropologie et impérialisme et l'autre sur la vie des captifs précoloniaux racontée par leurs descendants actuels. En 1976, H. Moniot fait une première présentation synthétique des acquis de cette école. Avec quelques années de décalage, des synthèses analogues, qui toutes reposent sur les travaux de l'école antérieurs à 1974, apparaîtront en langue anglaise. C'est le cas de D. Seddon qui propose, en 1978, une traduction des textes choisis de ces auteurs, ainsi que de quelques auteurs français proches (G. Dupré, C. Coquery-Vidrovitch, J.-P. Olivier, M. Augé...). C'est aussi le cas de la revue *Critique of Anthropology* (1979) : un choix de textes traduits préalablement dans la revue *Economy and Society* venant soit de l'anthropologie économique française (G. Dupré, C. Meillassoux, P. Ph. Rey), soit de critiques en langue anglaise des thèses de cette école (notamment le texte de B. Bradby « The destruction of natural economy » qui présente et discute ma théorie de l'articulation des modes de production), soit d'anthropologues anglophones qui ont mené des travaux de terrain en s'inspirant de cette école, est republié en 1980 sous le titre *The articulation of modes of production* (Routledge and Kegan).

Radicalisation théorique et radicalisation politique convergent en 1974 dans la dénonciation des responsables néocoloniaux de la famine au Sahel : le noyau organisateur des manifestations est le noyau fondateur de l'École française d'anthropologie. Mais sur un tel objectif d'autres approches théoriques sont possibles et on retrouve à côté des anthropologues marxistes, parmi les plus actifs, un spécialiste des sociétés sahéliennes comme M. Piault, sans que ceci implique pour lui un ralliement théorique.

## 2. La convergence entre anthropologie et économie

1974 est aussi l'année de naissance de l'ACCES, Association pour la critique des sciences économiques et sociales, à l'origine de laquelle se trouve M. Beaud et, associé à lui deux économistes et un anthropologue (J. Singer, S. de Brunhoff, P. Ph. Rey). Cette association jouera un rôle important dans les sciences sociales jusqu'en 1981. La convergence en son sein entre économistes et anthropologues correspond à un cheminement théorique des deux côtés : d'une part les anthropologues, et notamment le noyau fondateur de l'École française, s'intéressent de plus en plus aux effets économiques sur le système capitaliste de l'exploitation des paysans et des ouvriers du Tiers monde, soit par l'immigration dans les métropoles (Meillassoux, 1975 ; Rey, 1976), soit par les migrations de force de travail internes aux pays du Tiers monde (Rey, 1976), soit par une approche nouvelle de la question foncière où anthropologues et géographes se rejoignent (E. Le Bris, 1976). D'autre part les économistes, et particulièrement ceux qui s'occupent d'internationalisation du capital (Michalet), voire d'internationalisation de la production (Palloix), retrouvent par leurs propres moyens la nécessité d'une théorie de l'articulation des modes de production. En effet, tant que l'étude des capitalismes nationaux prévalait sur celle du système mondial (M. Beaud), l'étude des relations de domination se résolvait en étude des relations entre pays dominants et pays dominés, problématique dans laquelle Lénine s'était lui-même quelque peu enferré. Mais si le capitalisme est d'abord saisi comme système mondial, avec des ramifications dans chaque pays, fut-ce le plus pauvre du Tiers monde, alors ce qui lui est extérieur ne peut être que l'ensemble des modes de production non capitalistes auxquels il est articulé. Samir Amin tire la leçon de ce rapprochement : les positions des économistes et des anthropologues convergent point par point (S. Amin, 1977). Au même moment, R. Fossaert construit le plan de base de son ouvrage monumental, *La société* (Seuil, à partir de 1977, 8 tomes) sur la base de la théorie de l'articulation des modes de production : il en distingue 15 et 18 types de formations économiques et sociales, correspondant à 18 types d'articulations entre modes de production différents effectivement réalisés. 1977 est encore l'année de parution d'un numéro (21) de la revue *Dialectiques*, « Anthropologie tous terrains » qui associe le noyau de l'école marxiste avec quelqu'un comme M. Izard, dont la problématique était jusque-là assez différente. On y voit apparaître certains des problèmes qui vont prendre la première place dans la période ultérieure, et notamment la convergence entre anthropologie économique et anthropologie des techniques.

Une des questions qui faisait débat entre les anthropologues marxistes avant 1974 était le type de processus sur lequel il fallait diriger d'abord son regard pour étudier un mode de production. E. Terray (1969) pensait que c'était l'activité de transformation immédiate de la nature qui devait être ce point de départ et il opposait de ce fait, chez les Gouro (et chez les Dida qu'il connaissait directement), un mode de production lignager centré sur l'agriculture et un mode de production « tribal-villageois » centré sur la chasse et son prolongement guerrier. M. Godelier, reprenant à son compte la problématique de L. Althusser, posait que l'économie n'étant déterminante qu'en dernière instance, on pouvait très bien aborder un mode de production par l'étude de la parenté, si celle-ci occupait la place « dominante ». J'avais pour ma part avancé (1971) que le point de départ devait être la circulation des hommes et des femmes entre les lignages par l'esclavage et le mariage, car celle-ci étant constitutive des unités de production précédait historiquement et logiquement le « procès de production immédiat ». La publication en français du *Chapitre inédit du Capital* permettait de trouver une synthèse entre ces différentes positions, généralisant l'analyse que Marx avait proposé pour rendre compte de la genèse du capitalisme : la constitution de l'unité de production capitaliste apparaissait avant que les techniques proprement capitalistes aient vu le jour (soumission formelle du travail) mais elle était la condition pour le développement de ces techniques (soumission réelle). J'ai donc proposé de généraliser cette approche à tous les modes de production, à commencer par le mode de production lignager tel que j'avais commencé à le définir. Ceci impliquait l'étude des conditions de l'innovation technique et de la lutte des classes autour de cette innovation, qui permettait sa soumission aux rapports de production dominants. En 1976, Marc Abelès fournit dans son ouvrage, *Anthropologie et marxisme*, une synthèse de ces débats (appuyée sur ses propres recherches) qui peut être considérée comme leur conclusion.

C'est à ce point que l'entreprise de l'école française d'anthropologie économique converge avec la construction d'une anthropologie des techniques, constituée dans la filiation de A. Leroi-Gourhan par R. Cresswell et son équipe. Le moment de cette convergence est aussi celui de la naissance de la deuxième série de la revue *Technique et culture* que cette équipe avait fondée quelques années auparavant sous forme ronéotypée. La table ronde sur la « technologie culturelle » organisée par cette équipe les 25 et 26 novembre 1982, dont les exposés vont constituer la matière des deux premiers numéros de la nouvelle série imprimée, manifeste cette convergence. Comme 1982 est aussi la date de la grande réorganisation de l'ORSTOM, nous prenons cette date comme point de départ d'une nouvelle période.

### 3. Le nouveau dialogue à l'intérieur de l'anthropologie à partir de 1982 : approches économique, politique, juridique, technique, historique

Depuis 1982 l'engagement des anthropologues a pris de nouvelles directions, qui n'ont pas été modifiées substantiellement entre 1986 et 1988. La réflexion qui s'est accumulée jusque-là sous forme essentiellement contestataire va être en partie intégrée par le pouvoir politique et ses protagonistes vont voir leurs avis officiellement sollicités. Pour les raisons indiquées antérieurement, c'est l'ORSTOM qui devient le pôle autour duquel s'organise ce changement. La réorganisation de l'Office, qui substitue en grande partie une organisation par objectifs, tous liés aux problèmes de développement, à l'ancienne organisation par disciplines académiques, incite à ce nouveau type d'engagement. Il en résulte une nouvelle logique de publications : l'ORSTOM sort de son enfermement sur lui-même et des publications à usage strictement interne. Aux *Cahiers des Sciences humaines*, qui poursuivent leur parution trimestrielle tout en devenant une véritable revue scientifique s'ajoutent d'autres publications tels le *Bulletin de liaison du Département H « Conditions d'un développement indépendant »* (Bangladesh, 1988 ; Brésil, 1988 ; Argentine, 1989 ; « Secteur informel », 1989 ; Travailleurs du bâtiment, 1989 ; Ouvriers, emploi et entreprises au Sénégal, 1990...) ou encore les publications de colloque largement ouverts sur l'extérieur de l'ORSTOM (Équateur, 1986 ; Terrains et perspectives, 1987...).

Appuyées sur cette mutation de l'ORSTOM, des initiatives spontanées antérieures reçoivent une reconnaissance officielle, tel le « réseau sur la question foncière en Afrique » créé en 1979 et qui va désormais avoir l'appui du Ministère de la Coopération. (Le Bris E. et Le Roy E., 1982 ; Le Roy E., 1990). Les études sur la gestion des terroirs en reçoivent une impulsion dont la logique, respectueuse de l'héritage et de l'environnement socio-culturels, va bientôt s'opposer à celles de la Banque mondiale et de la FAO.

Par ailleurs le « Programme Mobilisateur » conjoint du ministère de la Recherche et de l'Industrie et du ministère de la Coopération finance une recherche sur « L'innovation technique endogène dans les petites et moyennes industries et l'artisanat en Afrique », qui permet à un ensemble de doctorants et de jeunes chercheurs de l'université Paris VIII, de mener une série d'enquêtes en Algérie, au Sénégal, au Togo, au Congo-Brazzaville... entre 1983 et 1987 ; le rapport final, *Rapport sur l'enquête « Études technologiques en Afrique »* débouche

sur la proposition d'un ensemble de concepts à substituer au concept négatif et trop vague de « Secteur informel ». Deux ans avant le *Monde Diplomatique*, il emploie le terme de « capitalisme réel » (par analogie avec « socialisme réel ») pour caractériser l'échec des formes de développement capitaliste dans les pays du Sud.

A cette occasion s'accomplit la fusion entre l'anthropologie économique et l'anthropologie des techniques (au départ l'enquête sur l'innovation technique endogène devait être menée conjointement par l'équipe d'anthropologues de l'Université Paris VIII et l'équipe « Technique et Cultures »). Cependant de nouvelles synthèses continuent à paraître hors de France, et notamment en langue anglaise, dans la filiation de l'École française d'anthropologie économique : ainsi une école hollandaise publie successivement en anglais chez Kegan Paul International une étude de Peter Geschiere sur une communauté camerounaise (1982) et un ouvrage collectif sous la direction de Wim van Binsbergen et Peter Geschiere (1985) ; cette dernière étude, sous le titre *Old modes of production and capitalist encroachment* est une synthèse traitant de l'influence de l'anthropologie marxiste française sur l'anthropologie hollandaise. De même en 1985, la *Revue canadienne des études africaines* publie un ensemble d'articles en français et en anglais autour du thème : « Modes de production : les défis africains ». A l'Université de Paris VIII-Vincennes, de nombreuses thèses sont soutenues à l'intersection entre anthropologie économique, anthropologie industrielle, anthropologie ouvrière et anthropologie des techniques. Certaines ont déjà été publiées comme l'ouvrage de Ali El Kenz, *Le complexe sidérurgique d'El Hadjar*, (Éditions CNRS, 1987), modèle d'étude anthropologique sur un site industriel de grande taille, la grande aciérie algérienne ou celui de Pascal Labazee, *Entreprises et entrepreneurs au Burkina Faso*, (Karthala, 1988), qui montre notamment les performances de l'ancien réseau dioula lorsqu'il engage ses capitaux dans des formes d'entreprises modernes. D'autres sont en cours de publication comme le travail de J.L. Chevanne, *Anthropologie et Développement* qui s'attache à détecter les bases idéologiques des mutations techniques en étudiant d'une part le rôle des sectes religieuses contestataires dans les principales inventions préparant la révolution industrielle en Europe et d'autre part le passage de l'agriculture hydrique à la grande hydraulique centralisée en Inde à travers les mythes. Ou encore la thèse d'Abdoulaye Niang, qui, à partir d'une étude sur le Sénégal, portant notamment sur le secteur du cuir, distingue plusieurs types d'artisanat selon leur destination et le caractère plus ou moins moderne de leur équipement, tout en montrant la différence profonde de telles entreprises, même lorsqu'elles emploient une main-d'œuvre nombreuse, avec des entreprises capitalistes.

A la suite de l'anthropologie économique, d'autres directions sont encore prises : ainsi la reformulation de la problématique de la parenté par C. Geffray à partir du cas makhuva (Mozambique) dans son livre *Ni père ni mère* (Seuil, 1990). Ou encore la sociologie de la science dans le Tiers monde entreprise à l'ORSTOM par R. Waast et son équipe, « Politique de Science ».

S'appuyant toujours sur les acquis de l'anthropologie économique se développe aussi une anthropologie politique, qui s'intéresse en particulier à la guerre : ainsi paraît en 1982 un ouvrage collectif, *Guerres de lignages et guerres d'État en Afrique* ; on semble encore loin, là, des problèmes de développement ; tel n'est pas le cas pour le dernier ouvrage de C. Geffray : *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile* (Karthala, 1990) qui démontre l'enchaînement implacable qui mène d'une politique étatique insupportable à la paysannerie à l'une des guerres civiles les plus atroces de notre époque. A partir de 1986 l'anthropologie politique devient aussi le thème majeur des doctorants et des jeunes chercheurs à l'Université Paris VIII, toujours en liaison étroite avec les problèmes de développement. Les travaux de Jesus Garcia-Ruiz (CNRS) sur « Le religieux, lieu du politique », portant essentiellement sur l'Amérique latine, sont une des composantes de cet ensemble. D'autres directions sont explorées : ainsi la thèse de Soumaya Naamane-Guessous sur la sexualité de la femme marocaine soutenue à l'Université Paris VIII en 1985, *Au-delà de la pudeur*. Cette thèse a servi de base au livre de S. Naamane-Guessous, *Au-delà de toute pudeur*, publiée en 1989 au Maroc par les éditions Éddif et coéditée en 1991 avec Karthala, pour une diffusion en France. Ce livre a connu de multiples réimpressions et poursuit sa carrière de best-seller.

Se déploie également dans cette même période une anthropologie juridique, elle aussi complètement centrée sur les problèmes de développement, et tout particulièrement sur la question foncière. Les travaux de E. Le Roy, souvent en collaboration avec un géographe comme E. Le Bris (ORSTOM) et F. Leimdorfer ou E. Grégoire entendent « adopter une attitude de "révolutionnaire" au sens où elle revient au point de départ d'un mouvement pour les considérer dans ce qu'ils sont et non dans la conception que voulait en avoir la colonisation en raison de sa représentation de la propriété dans une société capitaliste et "civilisée" » (Le Roy E., 1990). Contre la volonté d'organismes des Nations unies, d'imposer partout un modèle unique et idéologique de propriété privée, cette équipe s'efforce d'aider à l'émergence d'un droit polymorphe tenant compte des spécificités de chaque mode de mise en valeur. Ceci débouche chez E. Le Roy sur une

réflexion plus large sur les avantages de l'arbitrage par rapport au droit dogmatique (E. Le Bris, E. Le Roy, F. Leimdorfer, 1982 ; E. Le Roy, 1986, 1990). La mise en œuvre d'une telle problématique se révèle de la plus grande importance concrète lorsqu'il s'agit par exemple de défendre les intérêts des éleveurs en zone saharosahélienne contre des fanatiques qui voudraient leur imposer la propriété privée des terrains de parcours, ce qui les conduirait infailliblement à la famine lorsque les pluies refuseraient de tomber sur le terrain dont ils seraient propriétaires. Le « code rural » du Niger, préparé sous la direction de M. Keita, est ainsi en train d'échapper aux menaces de ces juristes fanatiques. Il est possible aussi qu'il puisse intégrer d'autres propositions de E. Le Roy comme la substitution du concept de « vivification » (droit musulman) à celui de « mise en valeur », beaucoup moins pertinent dans de telles situations.

La relative institutionnalisation de l'engagement des anthropologues par rapport aux années soixante-dix a un effet à première vue paradoxal : alors que le capitalisme, dénoncé avec virulence à cette époque, apparaissait comme omnipotent et que seule par conséquent la lutte la plus résolue, et d'abord la lutte armée, semblait susceptible de l'abattre, il apparaît surtout aujourd'hui comme impotent dans tous les domaines. C'est ce que découvrent aussi bien l'anthropologie économique (le « capitalisme réel ») que l'anthropologie politique (la permanence du tribalisme et de sa rationalité), l'anthropologie religieuse (rôle de l'islam en Afrique ou du catholicisme en Amérique latine, résistant victorieusement à la logique capitaliste et à son « éthique protestante ») ou l'anthropologie juridique (échec de l'introduction forcée de la propriété privée). Ainsi la colonisation a bien été avant tout cette tentative de « transition au capitalisme » que nous analysons au début des années soixante-dix, mais cette transition a partout échoué. Et il n'est pas du tout sûr que la disparition du repoussoir stalinien promise dans les années à venir des jours plus heureux au Capital. Quant à l'engagement des anthropologues lui-même, il est de ce fait peu à peu passé d'un référent marxiste, la lutte frontale jusqu'à la mort, à un référent beaucoup plus proudhonien : la coexistence en attendant que les capitalistes se lassent de leurs échecs et sombrent de leur éclatante incapacité ; et la construction, à côté de leurs entreprises grandiloquentes et dérisoires, de formes de propriété, d'unités de production ou d'organisations politiques plus réalistes et plus performantes.

Pour ce type de projet, le retour à l'histoire, qui permet de comprendre quelles étaient les lignes de force avant que commence la tentative de manipulation coloniale, s'avère un auxiliaire indispensable : d'où le développement d'une anthropologie historique, chez les anthro-

pologues français d'abord, puis de plus en plus de l'intérieur des pays concernés ou du sein de cette fraction des peuples ex-colonisés qui s'est installée en France pour trouver du travail mais garde les yeux tournés vers le Tiers monde. Ainsi ma propre thèse d'État sur le Nord-Togo (*Les concepts de l'anthropologie économique marxiste : Critique et mise à l'épreuve*, 1978), poursuivie par des travaux plus récents (*Les classes sociales en Afrique de l'Ouest de 750 à 1660*, 1989), la thèse d'État de Michel Izard (*Les archives orales d'un royaume africain. Recherches sur la formation du Yatenga*, 1980) ou celle d'Emmanuel Terray (*Une Histoire du royaume abron du Gyaman : des origines à la conquête coloniale*, 1984), toutes soutenues à l'Université Paris V-René Descartes, où nous avons reçu les enseignements de G. Balandier et L.V. Thomas, appartiennent au premier groupe. Au second appartiennent des travaux soutenus en histoire mais dont les références permanentes à l'enquête de terrain montrent qu'ils relèvent de l'anthropologie historique, tels pour le Niger les travaux de A. Salifou (1971), D. Hamani (Thèse d'État *Le Sultanat Touareg de l'Ayar*, 1986, publiée en 1989, *Études Nigériennes*, n° 55), D. Laya (*Histoire Générale de l'Afrique de l'Unesco*, vol. V, chap. 16, *Les États Hawsa*, 1991) ou pour l'Algérie la thèse de B. Zerouki, *L'Imamat de Tahert*, Paris, L'Harmattan, tome I, 1987, tome II, à paraître). Enfin le troisième groupe est constitué par un ensemble de travaux de jeunes chercheurs arabes de France dont les premiers à paraître, en 1991 et 1992, sont ceux de F. Belhachemi (Article « Nouvelle interprétation du processus du peuplement dans le massif du Hoggar à partir des géographes arabes » et ouvrage *Anthropologie économique et historique des Touareg du Hoggar*) qui permettent de réaliser pleinement la jonction entre l'anthropologie historique du Maghreb et celle de l'Afrique occidentale.

#### BIBLIOGRAPHIE

- ABELÈS M., *Anthropologie et marxisme*, Paris, Éditions Complexe, PUF, 1976, 240 p.
- AMIN S., « La structure de classe du système impérialiste contemporain », in *L'Homme et la Société*, n° 45-46, juillet-décembre 1977, pp. 69-87.
- BALANDIER G., *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, Paris, PUF, 1955, 530 p.

- BELHACHEMI F., « Nouvelle interprétation du processus du peuplement dans le massif du Hoggar à partir des géographes arabes », *Revue de géographie alpine*, vol. LXXXIX, n° 1, juin 1991, numéro spécial *Montagnes du Sahara*, pp. 143-164.
- CLASTRES P., *Chronique des Indiens Guayaki*, collection « Terre Humaine », Paris, Plon, 1972, 290 p.
- CONDOMINAS G., *L'exotique est quotidien*, collection « Terre Humaine », Paris, Plon, 1965, 538 p.
- COPANS J., *Anthropologie et impérialisme*, Paris, Maspero, 1975, 480 p.
- Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie*, 6 septembre 1960, encore appelée « Manifeste des 121 » publié avec la liste des signataires in Hamon H. et Rotman P., *Les porteurs de valises*, collection Points Histoire, Paris, Albin Michel, 1982 (2<sup>e</sup> éd.), pp. 393-396.
- EL KENZ A., *Le complexe sidérurgique d'El Hadjar*, Paris, Éditions du CNRS, 1987, 376 p.
- FOSSAERT R., *La société*, Paris, Seuil, 8 tomes, 1977-1980.
- GAILLARD G., *Répertoire de l'ethnologie française (1950-1970)*, Paris, Éditions du CNRS, 1990, 2 tomes, 1172 p.
- GARCIA-RUIZ J., « L'État, le religieux et le contrôle de la population indigène du Guatemala », *Revue Française de Sciences Politiques*, 1988, vol. XXXVIII, n° 5, pp. 758-770.
- GARCIA-RUIZ J., « Du mouvement universitaire catholique à la théologie de la libération », *Archives des Sciences Sociales des Religions*, n° 71, 1990, pp. 25-41.
- GEFFRAY C., *Ni père, ni mère*, Paris, Seuil, 1990, 190 p.
- GESCHIERE P., *Village communities and the state*, London, Boston and Melbourne, Kegan Paul International Limited, 1982, XVI + 512 p.
- GESCHIERE P., VAN BINSBERGEN W., *Old modes of production and capitalist encroachment*, London, Boston Melbourne and Henley, Kegan Paul International Limited, 1985, XVIII + 342 p.
- GODELIER M., *Rationalité et irrationalité en économie*, collection « Économie et Socialisme », Paris, Maspero, 1966, 294 p.
- GUESSOUS-NAAMANE S., *Au-delà de la pudeur*, Paris, Éditions des femmes, 1989, 246 p.
- GURVITCH G., *Dialectique et Sociologie*, collection Champs, Paris, Flammarion, 1962, 314 p.
- HAMANI D., *Le Sultanat touareg de l'Ayar*, *Études Nigériennes*, n° 55, Niamey, Institut de Recherches en Sciences Humaines, 1989, 522 p.
- JAULIN R., *La paix blanche : introduction à l'ethnocide*, Paris, Le Seuil, 1970.
- LABAZEE P., *Entreprises et entrepreneurs au Burkina-Faso*, Paris, Karthala, 1988, 280 p.
- LAYA D., « Les États Hawsa », in UNESCO, *Histoire Générale de l'Afrique*, vol. V, chapitre XVI, 1991.
- LE BRIS E., « Les migrations agricoles internes dans le sud-est du Togo », in *Capitalisme Négrier*, études présentées par P. Ph. Rey, Paris, Maspero, 1976, pp. 139-191.

- LE BRIS E., LE ROY E., « Conclusions », in LE BRIS E., LEIMDORFER E., LE ROY E., *Enjeux fonciers en Afrique noire*, Paris, ORSTOM-Karthala, 1982, 425 p.
- LE ROY E., « La prospective de la question foncière en Afrique noire dans l'œil du cyclone », in *Réseaux*, vol. 50-52, 1986-1987, pp. 81-94.
- LE ROY E., « La Propriété privée, transfert majeur de technologie dans les rapports fonciers en Afrique francophone », *Réseaux*, vol. 58-60, 1990, pp. 127-139.
- LÉVI-STRAUSS C., *Tristes Tropiques*, collection « Terre Humaine », Paris, Plon, 1955, 462 p.
- MEILLASSOUX C., « Essai d'interprétation des phénomènes économiques dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance », *Cahiers d'Études Africaines*, n° 4, 1960, pp. 38-67.
- MEILLASSOUX C., *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*, Paris-La Haye, Mouton, 1964, 382 p.
- MEILLASSOUX C., *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1975, 254 p.
- MONIOT H., « En France : une anthropologie d'inspiration marxiste », in *L'Anthropologie Économique*, sous la direction de F. Pouillon, collection « Dossiers Africains », Paris, Maspero, 1976.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., *Quand nos pères étaient captifs*, Paris, Nubia, 1976.
- REY P. Ph., *Colonialisme, néocolonialisme et transition au capitalisme*, collection « Économie et Socialisme », Paris, Maspero, 1971, 526 p.
- REY P. Ph., *Les alliances de classe*, Paris, Maspero, 1973, 222 p.
- REY P. Ph., « L'Anthropologie dynamique et critique de 1960 à aujourd'hui », in *Afrique plurielle, Afrique actuelle*, ouvrage collectif, Paris, Karthala, 1986, pp. 103-114.
- REY P. Ph., « Les classes sociales en Afrique de l'Ouest de 750 à 1600 », in *Une galaxie anthropologique*, ouvrage collectif, Paris, Quel Corps ?, 1989, pp. 210-231.
- SALIFOU A., *Le Damagaran ou Sultanat de Zinder au XIX<sup>e</sup> siècle, Études Nigériennes*, n° 27, Niamey, Centre de Recherches en Sciences Humaines, 1971, 320 p.
- SOUSTELLE J., *Les quatre soleils*, collection « Terre Humaine », Paris, Plon, 1967, 352 p.
- TERRAY E., *Le marxisme devant les sociétés « primitives »*, Paris, Maspero, 1969, 176 p.
- ZEROUKI B., *L'imamat de Tahert*, Paris, L'Harmattan, 1987, 224 p.